

29 nov 2002 -17:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 29 novembre 2002

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 29 novembre 2002, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 29 novembre 2002, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Premier Ministre a tout d'abord évoqué les résultats du Comité de concertation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des entités fédérées. Un accord de principe est intervenu sur la problématique des fréquences radio. Accord également en ce qui concerne les vols de nuit. Les accords tels que négociés en février et juillet seront respectés. Des mesures additionnelles seront prises si elles s'avèrent nécessaires. En ce qui concerne les vols de jour, le Premier Ministre continue à suivre le dossier de très près. Parmi la cinquantaine de décisions du Conseil des ministres, Guy Verhofstadt a mis en exergue l'augmentation sur proposition de la Ministre Laurette Onkelinx, du revenu net des travailleurs à faible salaire. Le Premier Ministre a insisté sur le fait que cela touche quelque 630.000 personnes (communiqué 28). Monsieur Verhofstadt a aussi précisé que les avant-projets de loi visant à lutter contre les incivilités doivent encore être peaufinés et devraient être approuvés lors d'un prochain Conseil des Ministres. Le Premier Ministre a par ailleurs insisté sur les améliorations apportées à la situation des indépendants. Ont en effet été approuvés :- un projet d'arrêté royal relatif au régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants (communiqué 40);- un projet d'arrêté royal relatif à la délégation de compétence en matière de prestations familiales pour travailleurs indépendants (communiqué 41);- un projet d'arrêté royal relatif aux montants des prestations sociales en faveur des travailleurs indépendants (communiqué 42).***Le Conseil des Ministres a approuvé :- quatre projets d'arrêtés royaux relatifs aux allocations sociales (communiqué 1);- un avant-projet de loi autorisant l'administration fiscale à rendre une décision collective par voie de publication au Moniteur belge sur certains recours administratifs en matière d'impôts sur les revenus (communiqué 2);- trois projets d'arrêtés royaux relatifs au transfert nominatif de personnel du Service public fédéral Justice vers les gouvernements régionaux (communiqué 3);- un marché complémentaire, à passer par procédure négociée, portant sur l'assistance au développement de programmes informatiques (communiqué 4);- un projet d'arrêté royal calculant et répartissant le crédit spécial pour l'année 2002 en faveur des communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier (communiqué 5);- le lancement de deux procédures négociées sans publicité préalable pour la remise en état, par marché ouvert pluriannuel, de véhicules en service à la police fédérale et pour l'approvisionnement en pièces de rechange des véhicules de la marque BMW, autos et motos, pour les années 2003 à 2007 (communiqué 6-7);- un avant-projet de loi relatif aux compétences des agents auxiliaires de police et aux conditions d'exercice de leurs missions (communiqué 8);- un projet d'arrêté ministériel approuvant le programme du concours annuel de classement des candidats-notaires (communiqué 13);- le lancement d'un appel d'offre visant l'acquisition, suite à une procédure négociée sans publicité, la livraison et l'installation de postes de travail supplémentaires pour permettre aux conservations d'hypothèques d'assurer la publicité hypothécaire dans les délais prescrits par la loi (communiqué 19);- un projet de lancement de deux marchés publics de services pluriannuels portant sur deux contrats d'entretien en vue d'assurer la maintenance des avions de transport régionaux (EMBRAER ERJ 135 et 145) en service au sein de la Composante Air de la Défense (communiqué 20);- la conclusion du contrat, selon la procédure négociée avec publication, concernant la modernisation des avions du type Falcon 20 (communiqué 21);- la passation d'un marché public relatif au marché de livraison avec une

tranche fixe (2002) et une tranche conditionnelle (2003), de licences database, ainsi que le contrat de services pluriannuel pour l'entretien, consultance et formation, suivant une procédure négociée sans publication avec la firme ORACLE BELGIUM, qui a déjà fourni les licences dans le passé et qui est en charge de l'entretien de ces logiciels (communiqué 22);- un projet d'arrêté royal relatif au statut des militaires du cadre de réserve des forces armées (communiqué 23);- la libération de la quatrième tranche du programme fédéral des investissements publics 2002, pour la période novembre-décembre 2002 (communiqué 26);- un projet d'arrêté royal contenant des mesures de promotion de l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée résidant dans les grandes villes. La mesure sera étendue aux minimexés dans les mêmes villes et communes (communiqué 27);- un projet d'arrêté royal concernant la promotion de la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée par les communes, dans le cadre de la politique de sécurité (communiqué 29);- un projet d'arrêté royal relatif au montant destiné au financement des indemnités d'attente accordées aux travailleurs de l'industrie du charbon et de l'acier, qui ont perdu leur emploi (communiqué 30);- un avant-projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'électricité (communiqué 31);- la continuation de la procédure de vente, en 2002, de bâtiments et terrains de l'Etat gérés par la Régie des bâtiments et par la SA SOPIMA (communiqué 33);- un avant-projet de loi relatif à l'exercice des professions des soins de santé, en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique (communiqué 34);- un projet d'arrêté royal visant à réguler la profession de psychothérapeute (communiqué 35);- un projet d'arrêté royal réglementant les niveaux des émissions de NOx et de CO pour les chaudières de chauffage central, les générateurs d'air chaud et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux d'un débit calorifique égal ou inférieur à 400 kW (communiqué 36);- quatre projets d'arrêtés royaux concernant les honoraires forfaitaires pour des prestations de biologie clinique délivrées à des bénéficiaires non-hospitalisés (communiqué 38);- un projet d'arrêté royal déterminant, pour les années 2001 et suivantes, les coûts imputés à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités et liés à la transmission des données concernant les prestations à tarifier que les offices de tarification doivent transmettre à l'INAMI (Institut national d'assurance maladie invalidité) (communiqué 39);- la modification de l'arrêté royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue (communiqué 43);- un projet d'arrêté royal portant création d'un service "Evaluation spéciale de la Coopération internationale" (communiqué 45);- la participation limitée d'experts militaires belges à la COCOVINU, la Commission de contrôle de vérification et d'inspection des Nations Unies en Irak (communiqué 46);- le Ministre des Finances, en tant que Gouverneur du Fonds africain de Développement (FAD) pour la Belgique, à notifier au FAD la décision de la Belgique de souscrire au Mécanisme de financement intérimaire du FAD au titre de souscription anticipée à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds afin d'y conserver sa part traditionnelle de 1,65%. (communiqué 47);- le financement sur le budget 2002 du Spf Affaires étrangères, d'une série d'initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits; de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'Etat de droit (communiqué 49);- l'avant-projet de loi portant assentiment à la décision concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel (communiqué 50);- trois avant-projets de loi portant assentiment à l'accord euro-méditerranéen d'association, entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et respectivement l'Egypte, le Liban et l'Algérie d'autre part (communiqué 51-52-53).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be